

DEC 9 1976



NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE

UN/SA COLLECTION



Distr.  
LIMITEE

A/C.3/31/L.45/Rev.1  
7 décembre 1976  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente et unième session  
TROISIEME COMMISSION  
Point 75 de l'ordre du jour

DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME

Amélioration de la condition et du rôle des femmes  
dans le domaine de l'enseignement

Bhoutan, Côte d'Ivoire, Guinée, Inde, Irak, Iran, Mali, Maroc, Mongolie  
Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Philippines, Pologne, République  
démocratique allemande, Sénégal, Soudan, Togo et Zaïre : projet de  
résolution révisé

L'Assemblée générale,

Rappelant que la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes /résolution 2263 (XXII)/ met l'accent sur la nécessité de prendre toutes les mesures appropriées pour assurer aux femmes des droits égaux à ceux des hommes en ce qui concerne l'éducation à tous les niveaux,

Rappelant en outre ses résolutions 3520 (XXX), 3521 (XXX), 3522 (XXX), 3523 (XXX) et 3524 (XXX), en date du 15 décembre 1975,

Reconnaissant que le complet développement d'un pays demande la participation maximale des femmes aussi bien que des hommes dans tous les domaines,

Reconnaissant également que les femmes doivent avoir les mêmes droits, les mêmes possibilités, les mêmes obligations que les hommes, en particulier dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnelle, afin de pouvoir participer pleinement au processus du développement,

Reconnaissant en outre l'importance que revêt la promotion de l'éducation des femmes et son influence sur la formation de la nouvelle génération,

Notant que, malgré les progrès réalisés dans le monde entier en ce qui concerne l'abaissement du taux d'analphabétisme, ce taux est beaucoup plus élevé chez les femmes que chez les hommes et, dans certains cas, continue à augmenter,

3p.

Reconnaissant l'importance des échanges de données d'expérience pour la suppression de l'analphabétisme et l'amélioration du niveau d'éducation des femmes sur le plan national, régional et international,

1. Lance un appel à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils deviennent parties à la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (1960);

2. Demande aux Etats de prendre, selon les besoins, dans le cadre de leurs programmes économiques, sociaux et culturels, des mesures précises à court et à long terme visant à améliorer la condition et le rôle des femmes dans le domaine de l'enseignement, en gardant présentes à l'esprit :

a) Les dispositions de la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes;

b) Les dispositions du Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme qui concernent l'enseignement et la formation notamment en ce qui concerne le progrès de l'alphabétisation et l'égalité pour les femmes dans l'accès à tous les niveaux d'enseignement, ainsi que les dispositions de la Convention et de la recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (1960) et la recommandation appropriée de l'UNESCO concernant l'enseignement technique et professionnel;

3. Demande aux Etats de prendre, selon les besoins, toutes les mesures possibles pour supprimer l'analphabétisme parmi les femmes, en particulier au cours de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985);

4. Demande aux Etats qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de prendre toutes les mesures appropriées pour instaurer l'enseignement gratuit et obligatoire au niveau élémentaire et, si possible, l'enseignement gratuit à tous les niveaux, y compris l'enseignement professionnel et technique, qui devrait être ouvert aux femmes sans discrimination;

5. Recommande aux Etats de prendre des mesures pour développer les échanges de données d'expérience sur des questions concernant l'amélioration de la condition et du rôle des femmes dans le domaine de l'enseignement, en particulier en organisant des stages, des séminaires et des colloques à l'échelle nationale, régionale et internationale;

6. Invite les Etats Membres, ainsi que l'UNESCO, l'OIT et autres organisations du système des Nations Unies, y compris les commissions économiques régionales, ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées qui sont dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, à faire connaître au Secrétaire général leur avis sur l'amélioration de la condition et du rôle des femmes dans le domaine de l'enseignement;

/...

7. Prie le Secrétaire général, en collaboration avec les Directeurs généraux de l'UNESCO et de l'OIT, compte tenu des observations qui lui auront été faites en vertu du paragraphe 6 ci-dessus, de présenter à l'Assemblée générale à sa trente-troisième session un rapport sur la condition et le rôle des femmes dans le domaine de l'enseignement;

8. Décide d'examiner le rapport du Secrétaire général à sa trente-troisième session.

-----